L'Europe sans rivages. La Méditerranée (1798-1878)

Thierry Couzin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4699>

DOI : 10.4000/cdlm.4699

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2009

Pagination : 281-290

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Thierry Couzin, « L'Europe sans rivages. La Méditerranée (1798-1878) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 78 | 2009, mis en ligne le 15 février 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4699> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4699>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

L'Europe sans rivages. La Méditerranée (1798-1878)

Thierry Couzin

- ¹ Dans l'histoire de la Méditerranée la périodisation relève de la gageure. S'il est bien en effet un espace dont l'unité et la diversité se rattache à la très longue durée c'est bien celui-ci. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : il y a bien eu une redécouverte de la Méditerranée au XIX^e siècle. L'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte emportait dans ses bagages non pas seulement un esprit de conquête mais également une curiosité scientifique envers l'antique civilisation. À l'autre borne en 1878 si le congrès de Berlin venait entériner la rivalité des États en quête de débouchés coloniaux il avait été de fait précédé par des migrations forcées. Presque un siècle, donc, placé sous le signe des origines ottomanes de la question d'Orient du Bosphore à Gibraltar durant lequel se mêlèrent aux conflits, voyageurs et flux migratoires. Ces deux aspects doivent être distingués. Pour ainsi dire à la surface, les événements politiques furent riches en rebondissements. Au niveau inférieur, plus profondément, il y eut les grandes ondes de courants trop vites rangés dans la galaxie de l'étude des mentalités¹ et qui en réalité correspondaient au processus de différenciation d'une masse primitive dont l'appellation acquit justement en fin de période le nom d'anthropologie².

Les pérégrinations

- ² Les voyages entrepris en Méditerranée au XIX^e siècle bénéficièrent de la révolution des transports et du rétablissement de la sécurité. Cette mer aux bassins étroits et îles s'avéra particulièrement bien adaptée aux premiers vapeurs. Le premier bateau de ce type quitta Naples pour Marseille en 1818 et des lignes régulières furent établies entre Naples et Barcelone en 1825, et Marseille et Alger en 1835. Le creusement du canal de Suez inaugura en 1869 un nouveau stade dans le développement des transports en reliant la Méditerranée à l'océan Indien par la mer rouge. Quant à la sécurité elle bénéficia par le congrès de Vienne à l'Angleterre qui, outre Gibraltar et Minorque, s'installa à Malte et dans les îles Ioniennes³. Après la défaite au large du Péloponnèse de

la flotte turque face à la coalition des Anglais, des Français et des Russes, le traité d'Andrinople de 1829 sanctionna l'indépendance de la Grèce. Cependant, afin de stopper les ambitions de l'Empire russe, l'Angleterre s'engagea aux côtés de la France et du royaume de Sardaigne dans la guerre de Crimée au bout de laquelle le traité de Paris de 1856 garantissait l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman en échange de l'ouverture de ses ports de la mer Noire au commerce. À la suite, la France essaya de soutenir les chrétiens maronites du Liban contre les Druzes.

- 3 Les premiers touristes au sens actuel du loisir furent d'abord le privilège des Anglais. Dès après 1815, des familles entières entreprennent le voyage aux Indes en faisant une escale à Alexandrie pour visiter les Pyramides, avant de rembarquer à Suez ou de faire un pèlerinage en terre sainte. Autres sont les explorations scientifiques également caractéristiques du siècle. Celles-ci, semble-t-il, furent une spécialité française en ses débuts. L'Institut d'Égypte est créé lors de l'expédition de Bonaparte. Une seconde expédition fut menée en Morée après l'indépendance hellénique. Enfin, une exploration scientifique débuta en Algérie en 1838⁴.
- 4 Quant aux éléments, Chateaubriand fut un des rares voyageurs à s'y être continuellement confronté. Les orages sont fréquents, les écueils nombreux, surtout en mer Égée. Il est vrai qu'il ne songeait qu'à fuir la Grèce et rejoindre la Scythie qu'il voyait comme le pays de l'innocence comme l'indien d'Amérique⁵. Quant à son voyage d'Alexandrie à Tunis il fut, raconta-t-il, « un naufrage continu de plus de quarante jours ». Encore faut-il préciser que chez lui la contemplation de la mer a un sens plus profond puisque la tempête est une métaphore de la révolution⁶. Aussi faut-il croire que son récit sur l'agitation de la mer Méditerranée fut-elle une expérience d'un temps intermédiaire entre régime chrétien et régime moderne d'historicité. Après lui, Lamartine connut aussi quelques-une de ces mauvaises sensations que cause la tempête en mer : « tout cela forme un ensemble de sons significatifs et terribles qui ébranlèrent bien plus profondément l'âme humaine que le coup de canon sur le champ de bataille »⁷.
- 5 L'attitude des Ottomans vis-à-vis de la science porteuse de la notion de bien-être matériel et de la spéculation théorique doit beaucoup à l'influence de la Révolution française. Encore à la fin du XVIII^e siècle, un ambassadeur ottoman invité à assister à des expériences sur l'électricité n'y éprouvait que de l'indifférence. C'est que le combat entre l'homme et la nature était étranger à la pensée traditionnelle qui prônait l'harmonie avec les rythmes biologiques. La proclamation de la Sublime Porte aux habitants de la Syrie, envahie par les Français en 1799, attribuait à ces derniers la conviction que : « tous les hommes naissant et demeurant égaux en droits, nul n'est supérieur à l'autre de par son rang ou mérite, et chacun peut, de son vivant, librement disposer de sa personne et de ses biens ». Une telle subversion jeta un doute sur le bien-fondé de l'esclavage domestique, et le règne de Sélim III se termina en 1807 emporté par une rébellion conservatrice. Ce n'est que plus tard, en 1826, que le sultan Mahmoud II détruisit le corps des janissaires, levant ainsi la principale opposition à la pénétration des idées occidentales. À la suite, des établissements concernant l'enseignement furent institués : l'école impériale de médecine en 1827, l'académie militaire en 1834 et l'adoption de la hiérarchie scolaire, en l'occurrence la création des écoles secondaires. Bref, la rénovation du milieu intellectuel proche du pouvoir fit sienne la notion de déroulement d'une histoire en devenir aux dépens du modèle pendulaire de la société inspiré d'Ibn Khaldoun dont le mouvement était une

dialectique entre les liens de parenté et l'ensemble de la communauté des croyants⁸. Encore au XIX^e siècle, les mehallas du sultan au Maroc, du régent d'Algérie, ou du bey à Tunis, étaient moins une démonstration de force militaire et fiscale du Makhzen que le déploiement d'un ensemble de symboles, parmi lesquels le cheval, la couleur de l'étendard et le vêtement avaient pour but de dessiner les contours de la souveraineté indispensables à la cohésion des mondes sédentaire et nomade⁹.

- 6 Dans le premier tiers du XIX^e siècle le réseau des échanges s'est modifié et leur volume en Méditerranée a augmenté tandis que la place du Maghreb devint moindre. Le trafic demeura cependant actif et les relations commerciales sont doublées par la pêche au corail et celle du thon, assurées par des barques italiennes. En direction du Levant les chargements sont l'affaire des Maghrébins, juifs ou musulmans, mais il s'agit d'un échange inégal puisque le transport se fait en l'absence de marine marchande sous le pavillon des Ragusains, des Vénitiens ou des Français¹⁰. D'une certaine façon c'est le commerce marseillais qui a préparé la prise d'Alger en 1830.
- 7 C'était que le poids des hommes jouait alors en faveur des pays riverains du nord de la Méditerranée. Au congrès de Berlin de 1878 les puissances se partagèrent certaines zones de la Méditerranée : l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, l'Angleterre obtint Chypre et la France une liberté de manœuvre en Tunisie. Le plénipotentiaire du ministère, Crispi, revint sans compensations, ce qui attisa une certaine amertume dans la péninsule d'autant plus que l'expansion démographique dans le sud de l'Italie provoqua de nombreux départs, et en 1881 on comptait 11 200 résidents italiens à Tunis contre 700 résidents français¹¹. Ailleurs, l'occupation de Malte par les Anglais en 1802 provoqua l'émigration d'environ 700 maltais à Marseille et de plusieurs centaines en Corse¹².
- 8 Deux anciennes provinces de la péninsule ibérique, les Iles Canaries espagnoles comme les Açores portugaises, après avoir été des pays d'immigrations au temps de la splendeur de la place financière de Séville, devinrent définitivement attirées dans la sphère du Nouveau Monde au XIX^e siècle. Les gens de ces archipels devinrent alors experts en toute sorte de négoce sans qu'il y eut de retombées sur les pays d'origines autres que celles dues à l'attachement à la famille et au village¹³.
- 9 C'est que la Méditerranée est un continent. Elle fut d'abord présentée comme une réalité géographique délimitée par la culture de l'olivier. Mais en ce cas seules Malte et Chypre étaient intégralement méditerranéennes tandis que tous les autres pays ne l'étaient qu'en partie. Cela valait aussi bien pour la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce que pour l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Libye. Entre nord et sud il fallait compter la Galice, le Val d'Aoste, l'Atlas marocain, la chaîne slovène, et le Sahara libyen. Quant à l'Histoire, elle peut suivre, d'une part, les compartiments du découpage de l'Union européenne regroupant les pays latins, la Grèce, Chypre et Malte, et, quant à la rive sud, l'étendre du Maroc à la Turquie d'après l'appartenance commune à l'Islam, ou mettre l'accent sur les interactions entre un complexe de régions, c'est-à-dire sur la Méditerranée comme personnage. Aujourd'hui c'est donc finalement la notion de frontière qui est à repenser¹⁴.
- 10 Celle-ci venait du XVI^e siècle lorsque la péninsule italique devint l'exutoire des rois de France et un lieu stratégique pour l'Espagne dans sa lutte contre le Turc et ce malgré les exceptions vénitiennes et portugaises qui leur venaient, d'après Giovanni Botero, de la maîtrise des mers¹⁵. Elle se poursuivit en Europe centrale lorsque au XVII^e siècle

l'Autriche devint l'héritière des Habsbourg et que les Ottomans parvinrent jusqu'au siège de Vienne en 1683, et ainsi de suite jusqu'à la question d'Orient au XIX^e siècle¹⁶.

La diplomatie

- 11 L'idée qui guida durant la période considérée la diplomatie fut la recherche des critères nécessaires à la formation des États nationaux. Cela avait débuté par la lutte pour la mainmise sur l'existence démocratique des îles de la Méditerranée occidentale entre la France et l'Angleterre. Puis vint la construction graduelle de l'unification italienne. Enfin la langue ne devint un facteur discriminant qu'après la défaite de Napoléon III contre Bismarck en 1870 qui sanctionna également le début des revendications nationales dans les Balkans¹⁷.
- 12 Lors de la première phase, l'île d'Elbe, la Corse, puis Malte, la Sicile et enfin les îles Ioniennes furent des lieux d'expériences constitutionnelles. Dès 1796 Bonaparte avait occupé Livourne et les Anglais débarquaient sur l'île d'Elbe. Mais le grand duc Ferdinand III de Toscane protestant de sa neutralité, l'île fut évacuée et les Français en profitèrent pour l'occuper. Finalement une convention avec l'Espagne le 1er octobre 1800 mit un terme à la principauté de Piombino qui fut réuni à la Toscane tandis que l'île d'Elbe devenait française et fut mise sous la dépendance de l'arsenal de Toulon puis, à la faveur de la création le 26 avril 1800 de 6 arrondissements maritimes par le ministère de la marine dont un seul en Méditerranée, sous la férule administrative du préfet de Toulon. Néanmoins son rôle stratégique va entraver l'aménagement du territoire et, au fur et à mesure de la progression de Napoléon 1er dans la péninsule, dès 1809 elle fut rattachée au septième arrondissement de Gênes. Ironie du sort, le préfet de Toulon, en l'occurrence le baron Lhermitte, retrouva ses prérogatives à la Restauration mais désormais pour veiller au bon déroulement de l'exil de l'empereur déchu¹⁸.
- 13 Citons ensuite quelques documents officiels sur la Corse. Une lettre du ministre de la guerre du cabinet Pitt Henry Dundas à Gilbert Elliot, le 31 mars 1794, fixa les principes généraux de la constitution pour la Corse. Le 21 avril 1794, les plénipotentiaires britanniques Hood et Elliot écrivait à Pasquale Paoli qui pourfendait l'intolérable tyrannie de la Convention française envers la nation corse. Quelques jours plus tard, Pasquale Paoli annonçait au peuple Corse l'union politique avec l'Angleterre et la convocation d'une Consulte générale à Corte pour le 8 juin 1794. Ce qui fut fait par un manifeste daté du 9 mai 1794 auquel était annexé la loi électorale Elle commençait ainsi : « Dilettissimi concittadini, Il Dio delle Armate, Protettore della causa la più giusta, ha favoriti i vostri sforzi ». Cette référence initiale au prophète Esaïe dans un acte officiel à la fin du XVIII^e siècle est assez remarquable. Quant à la désignation des députés au parlement elle répondait aux règles des grands électeurs du suffrage censitaire. Un regolamento du 20 février 1795 réglait la polizia de la Chambre. Un acte du parlement du 31 mars 1795 statuait sur l'organisation et la juridiction des municipalités. Puis un procès-verbal pourvoyait aux représentants de la « pieve » de Bonifacio le 14 décembre 1794, et un autre du 16 août 1795 aux élections municipales d'Apricciani qui était composée d'un Podestà, deux Padri del Comune, un Procurateur et deux membres du conseil. L'expérience prit fin avec le retour des Français et la proclamation du général de l'armée d'Italie Antonio Gentili le 25 septembre 1796¹⁹.

- 14 Quant à Malte, le 15 juin 1802 les habitants des îles de Malte et Gozo proclamaient une déclaration des droits dont l'article 1 affirmait : « Que le roi des États-Unis de la Grande Bretagne et d'Irlande est notre souverain seigneur, et ses légitimes successeurs seront en tout temps à venir nos souverains légitimes ». En janvier 1803, le ministre des affaires étrangères britanniques Charles Jenkinson baron d'Hawkesbury proposait son projet de constitution pour Malte dont l'article 1 stipulait : « que la constitution et le code civil et pénal devraient être commun et obligatoire aux Chevaliers et au peuple sans distinction ». En 1807 l'écossais William Eton rédigea son dessein pour le gouvernement de Malte. Il proposait d'équilibrer un conseil populaire dont la représentativité de 39 membres était la suivante : 10 nobles, 7 membres de La Valette et 22 des communautés, avec une assemblée ecclésiastique composée de 21 membres, parmi lesquels un député de l'Église, 10 élus par les différents couvents et monastères et enfin 10 autres élus par le clergé paroissial. Le 21 avril 1812 le marquis Nicolas Testaferata, « député de la nation maltaise », lançait un appel à Londres à monsieur le comte de Liverpool pour qu'il envoie des commissaires à Malte pour examiner de nouveau la situation du gouvernement civil et les lois dans l'île, dans la mesure où le conseil populaire ne fonctionnait plus et que la juridiction, l'université et la banque publique soient généralisées afin que puisse être payés ses créanciers. Mais le 12 août 1812, le célèbre « Report of His Majesty's Commissioners for inquiring into the affairs of Malta » mettait fin aux aspirations constitutionnelles des insulaires. Enfin par une lettre du ministre de la guerre et des colonies Lord Bathurst au gouverneur Thomas Maitland Malte changea de statut pour devenir une colonie de la couronne²⁰.
- 15 À propos de la Sicile on peut rappeler quelques documents. Tout d'abord, à la fin de l'été 1811, un mémoire sur les origines des lois siciliennes fut rédigé par le journaliste écossais Gould Francis Leckie et envoyé à Palerme à Lord Bentinck, plénipotentiaire britannique en Sicile. L'année suivante ce dernier publia les bases de la constitution de Sicile sans, de l'avis du publiciste, tenir compte de l'histoire de ce peuple. Ce texte encore inachevé suscita au printemps 1813 les réflexions de Paolo Balsamo sur le fait qu'il devait s'accorder sur certains points : les conditions actuelles, coutumes, et usages de la nation sicilienne. La mise en pratique prompte et entière de ce texte pourrait ainsi éteindre les luttes de factions et tranquilliser l'esprit des gens. En avril 1813 fut publié un avis afin de préparer la représentativité dans les communes et districts non moins que celle des paroisses et archevêchés. À la suite de quoi serait formé le conseil du parlement général. Le 9 mars 1814, un mémoire du ministre des affaires étrangères Castelreagh fut envoyé à William A. Court, plénipotentiaire par intérim en Sicile, afin de lui signifier le projet d'indépendance de la Sicile sous le protectorat britannique pour contrer les revendications du roi de Naples Joachim Murat sur l'île. En septembre 1814, ce même ministre invita William A. Court à proposer à la cour de Palerme l'adoption de la Charte française. Enfin, depuis le congrès de Vienne, il lui envoya une lettre le 29 septembre 1814 pour qu'il décrète l'abandon de la constitution sicilienne²¹.
- 16 Quant aux îles Ioniennes le traité de Paris du 5 novembre 1815 entre la Grande Bretagne et la Russie stipula dans son article 1 que Corfou, Céphalonie, Zante, Leucade, Ithaque, Cythère et Paxos seraient libres et indépendantes sous le nom d'États-Unis des Îles Ioniennes ; mais la constitution et les affaires militaires feraient l'objet du protectorat du roi d'Angleterre. Par une lettre expédiée de Corfou le 27 février 1816, le haut commissaire Thomas Maitland s'adressa au ministre des colonies Lord Bathurst pour plaider en faveur d'un gouvernement représentatif pour ces îles qui, selon lui, avaient

d'abord été réduites en esclavage par Venise, puis sous le joug français, avant de recevoir pour la première fois un statut négocié entre l'Empire russe et la Sublime Porte en l'an 1800. Le 5 mars 1816, le sous secrétaire aux colonies Henry Bunbury répondit de Londres à Thomas Maitland que la constitution devrait de préférence prendre pour modèle l'Angleterre et que sa promulgation serait accompagnée de l'installation de garnisons militaires. Il lui écrivit encore le 29 août 1816 pour le charger de rédiger la constitution de ces îles, ce qui fut fait et approuvé par Lord Bathurst à Thomas Maitland d'après une correspondance de Corfou le 19 février 1817 qui recommandait particulièrement de respecter « the disposition and prejudices of the inhabitants ». Finalement le règlement du parlement de l'assemblée d'Ionie fut promulgué à Corfou les 15, 24 et 27 janvier 1818²².

- 17 L'unification italienne se développa en trois phases. D'une part en 1861 fut créé le royaume d'Italie qui sanctionna en même temps la fin de l'opportunité piémontaise qui s'était développée particulièrement durant le règne de Charles-Albert²³ avec la rétrocession de la Savoie et du comté de Nice à la France. D'autre part, après la sanglante bataille de Solferino en 1866, le jeune État italien récupéra la Vénétie. Enfin, les troupes italiennes firent leur entrée dans Rome le 20 septembre 1870. Dans les premiers temps de l'unité c'est le bloc de la gauche qui dû composer pour stabiliser aussi bien les institutions que les problèmes économiques et la diplomatie d'un pays dont la crise de croissance avait été fulgurante²⁴. Agostino Depretis, alternativement ministre de l'intérieur et président du conseil entre 1876 et 1887, en refusant ce clivage au nom du réalisme inaugura une pratique gouvernementale qui prit le nom de transformisme et dont l'ambition fut de distinguer la culture du politique et, par conséquent, visa à donner une personnalité au pays en nouant un fil entre l'Illuminismo et le Romantisme²⁵.
- 18 La Macédoine empoisonna les relations entre les États récents de Serbie, de Grèce, de Bulgarie, et l'Empire ottoman. La Serbie avait acquis son indépendance en plusieurs phases : au traité d'Andrinople de 1829 elle gagna d'abord son autonomie moyennant un tribut annuel et Milos fut reconnu comme prince héréditaire par le sultan, puis le traité de Paris de 1856 en internationalisa la question, enfin la dynastie des Obrenovic revint au pouvoir en 1858 et parvint à faire évacuer les troupes ottomanes de la Serbie en 1868. Dès lors elle s'approprie l'idée yougoslave. Quant à la Bulgarie elle soutint ses revendications sur la Macédoine en obtenant de l'Église orthodoxe un exarchat²⁶. Ainsi, ethnique, religieuse, et en ce qui concernait la Grèce, historique, les revendications sur la Macédoine furent un condensé de l'idée de nation telle qu'elle apparut après la guerre de 1870, c'est à-dire s'appuyant sur une communauté imaginée²⁷, ce qui après tout rendait indéfiniment revendicateurs les États et produisait des minorités territoriales sur les marches²⁸. Autant de laboratoires pour l'existence de petites patries²⁹. Ainsi, tant l'Empire Ottoman que l'Empire Habsbourg devinrent en quelque sorte obsolètes.
- 19 Déjà en 1690, contre le mare nostrum de la Méditerranée, Gottfried Wilhelm Leibniz, dans son petit traité de la « Protogea » que lui avait inspiré son séjour napolitain, avait rompu les limites traditionnelles des pays riverains en se lançant dans une sorte de révolution géopolitique qui indiquait simplement l'idée d'un mouvement, d'une respiration physique de cet espace. Et de se lancer dans des comparaisons prospectives que les pérégrinations des scientifiques du XIX^e siècle consolidèrent. Ainsi la France était-elle la Chine de l'Occident et l'Égypte la Hollande de l'Orient³⁰. Du dépassement

des frontières naturelles ou du pré carré de Louis XIV³¹, il n'en fut question en France qu'en 1792³². Quant à l'Égypte ce furent les saints-simoniens qui lancèrent le barrage sur le delta du Nil³³. La lutte pour la prépondérance maritime dans les années napoléoniennes conduisit Napoléon à occuper Livourne puis à supprimer son statut de port franc en 1810 dans le cadre plus vaste du blocus continental depuis le décret de Berlin le 1er novembre 1806³⁴. Il s'agissait en fait d'une contre-offensive puisque avec la victoire de l'amiral Nelson à Trafalgar en 1805 et l'occupation durable de Malte, de la Sicile et des îles Ioniennes, les britanniques avaient mis l'Europe en état de siège du point de vue de son approvisionnement. Plus tard dans le siècle ce sont encore les Anglais qui pesèrent de tout leur poids dans la question d'Orient. Témoignage de l'esprit du temps voici ce qu'on trouvait en 1870 dans le grand dictionnaire universel du XIX^e siècle de Pierre Larousse à l'article « Europe » : « L'Europe n'est quelque chose qu'autant qu'elle se nomme la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse etc. Le particulier l'emporte sur le général. Il ne saurait en être de même pour l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, l'Océanie ; là c'est le général qui a le pas sur le particulier »³⁵. Concluons, puisqu'il le faut, sur le fait que la dislocation finale des Empires méditerranéens lors de la guerre 1914-1918 apporta a posteriori un démenti à cette définition en ce qui concernait leurs frontières asiatiques et africaines.

NOTES

1. Jacques Le Goff, « La nouvelle histoire », dans *La nouvelle histoire*, Jacques Le Goff (dir.), Paris, Gallimard, 1988, p. 35-75.
2. Claude Blanckaert, « Procès ou processus ? L'individualité de l'anthropologie », dans *Pour comprendre le XIX^e siècle. Histoire et philosophie des sciences à la fin du siècle*, Jean-Claude-Pont, Laurent Freland, Flavia Padovani et Lilia Slavinskaia (dir.), Firenze, Casa Editrice Leo S. Olschki, 2007, p. 381-403.
3. Carlo R. Ricotti, *Il costituzionalismo britannico nel Mediterraneo (1794-1818)*, Milano-Roma, Giuffrè-Luiss University Press, 2005, p. 93-164 et 319-425.
4. Hassen El Annabi, « La Méditerranée des voyageurs au XIX^e siècle », dans *Recherches Régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, 2000, 155, p. 34-38.
5. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 77-107.
6. Aurelio Principato, « Tourmente ou déluge : métaphores révolutionnaires chez Chateaubriand », dans *L'Événement climatique et ses représentations (XVII^e-XIX^e siècle)*, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques Berchtold et Jean-Paul Sermain (dir.), Paris, Éditions Desjoncquères, 2007, p. 464-478.
7. Hassen El Annabi, *op. cit.*, p. 42-43.
8. Serif Mardin, « L'influence de la Révolution française sur l'Empire ottoman », dans *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1989, 2, 119, p. 19-34.
9. Jocelyne Dakhlia, « Dans la mouvance du Prince : la symbolique du pouvoir itinérant au Maghreb », dans *Annales ESC*, 1988, 3, p. 735-760.
10. Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger (1790-1830)*, Paris, Flammarion, 1969, p. 70-83.

11. Paul Guichonnet, *Histoire de l'Italie. 1. la monarchie libérale 1870-1922*, Paris, Hatier Université, 1969, p. 37-38.
12. Simon Mercieca, « Émigrés bonapartistes maltais en Corse (1800-1852) », dans *Dictionnaire historique de la Corse*, Antoine-Laurent Serpentine (dir.), Ajaccio, Éditions Albiana, 2006, p. 338-339.
13. José Gentil Da Silva, « Aux Canaries : monnaie et marginalité », dans *Actes du VI Coloquio de Historia Canario-Americana tenu à Las Palmas de Gran Canaria en 1984*, Editato por el Excmo. Cabildo Insular de Gran Canaria, Gran Canaria, 1988, p. 315-323.
14. Salvatore Bono, « Sulla storia della regione mediterranea », dans *Mediterranea. Ricerche Storiche*, 2005, 5, p. 409-418.
15. Thierry Couzin, « Un chapitre d'histoire intellectuelle », dans *Recherches Régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, 2008, 190, p. 10-11.
16. Salvatore Bono, art. cit., p. 409-418.
17. Eric J. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992, p. 138-139.
18. Bruno Fulconis, « Le rôle du préfet maritime de Toulon dans l'occupation française de l'île d'Elbe (1800-1815) », dans *L'espace politique méditerranéen*, Actes du 127^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Bastia en 2002, Jean Duma (dir.), Paris, CTHS, 2008, p. 109-117.
19. Carlo R. Ricotti, op. cit., p. 445-477.
20. Ibid., p. 479-499.
21. Ibid., p. 501-520.
22. Ibid., p. 537-557.
23. Thierry Couzin, *Originalité en politique : le cas du Piémont dans la naissance de l'Italie (1831-1848). Gouverner le royaume de Sardaigne à l'époque de Charles-Albert*, Zürich, Thesis Verlag, 2001, 218 p.
24. Paul Guichonnet, op. cit., p. 22-45.
25. Giulio Bollati, *L'Italiano. Il carattere nazionale come storia e come invenzione*, Torino, Giulio Einaudi, 1983, p. VII-XXIV.
26. André Sellier et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1991, p. 143-162.
27. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, 215 p.
28. Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1997, p. 95-116.
29. Thierry Couzin, « Le renouvellement d'une identité de frontière. Les effets des bouleversements internationaux sur la notabilité dans le comté de Nice : 1792, 1848, 1870 », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 2007, 74, p. 163-167.
30. André Robinet, « La géo-politique méditerranéenne de G. W. Leibniz », dans *L'espace politique méditerranéen*, op. cit., p. 245-251.
31. *Vauban et ses successeurs en Savoie et en Isère*, Julien Gomez-Etienne (dir.), Actes du Congrès tenu à Chambéry en 1998, Paris, Association Vauban, 2001, 271 p.
32. Thierry Couzin, « Subversion et révolution dans le pays niçois de 1790 à 1796 », dans *Recherches Régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, 2000, 155, p. 28-32.
33. Hervé Le Bret, « Le rôle des saints-simoniens dans les mutations de la Méditerranée au XIX^e siècle », dans *L'espace politique méditerranéen*, op. cit., p. 118-128.
34. Silvia Marzagalli, « Napoléon, l'Europe et le blocus continental. Application et réactions à partir de l'étude de trois villes portuaires : Bordeaux, Hambourg et Livourne », dans *Napoléon et l'Europe*, Jean-Clément Martin (dir.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 71-90.
35. Gilles Pécourt, « Jusqu'où va l'Europe au XIX^e siècle ? », dans *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle*, Gilles Pécourt (dir.), Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p. 97-98.

RÉSUMÉS

L'expédition de Napoléon Bonaparte de 1798 en Egypte marqua le début d'une redécouverte de la Méditerranée suivant deux axes. D'une part ce fut le départ de voyages d'agrément le plus souvent teinté d'une curiosité scientifique vers l'Orient et le Sud du bassin. D'autre part il s'est agit de l'établissement d'un enjeu diplomatique très serré entre les puissances européennes qui avait commencé par les îles puis se continua par le dépouillement des restes de l'Empire Ottoman. En somme, de gré ou de force, il s'est agit de définir un nouvel ordre politique qui fut consacré par le Congrès de Berlin de 1878.

Napoleon Bonaparte's egyptian expedition in 1798 put a mark on the beginning of Mediterranean rediscovery along two axes. On the one hand this was the start of pleasure trips, often tinged with scientific curiosity, toward the East and the South of the basin. On the other hand it triggered the setting of a very tight diplomatic game between european powers, which had started with the island, and continued with the strip of Ottoman Empire remainders. In summary, by fair means or foul, this was about defining a new political order which was later established by the Congress of Berlin in 1878.

INDEX

Mots-clés : conquête, développement, diplomatie, Méditerranée, voyage

AUTEUR

THIERRY COUZIN

Docteur en histoire-CMMC. Né le 15 juin 1965 à Nice a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université de Nice-Sophia Antipolis sous la direction du professeur Ralph Schor le 13 décembre 1999 sous le titre de « Principes dynastiques et question nationale dans le royaume de Sardaigne. Etude sur l'affirmation de l'Etat moderne dans les pays savoisiens au cours du règne de Charles-Albert (1831-1848) ». Le jury était présidé par Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, et composé de Ralph Schor, professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis (direction), José Gentil Da Silva, professeur émérite des Universités, Daniel Grange, professeur à l'Université de Grenoble. A publié un ouvrage intitulé « Originalité en politique : le cas du Piémont dans la naissance de l'Italie (1831-1848). Gouverner le royaume de Sardaigne à l'époque de Charles-Albert », Thésis Verlag, Zürich, 2001, 218 p. et collaboré à l'ouvrage collectif « Dictionnaire historique de la Corse » sous la direction d'Antoine-Laurent Serpentine, Editions Albiana, 2006, et publié des articles dans les revues suivantes depuis l'an 2000 jusqu'en 2008 : *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, *Cahiers de la Méditerranée* et *Recherches Régionales*, enfin a participé aux Congrès national des sociétés historiques et scientifiques à Besançon en 2004 et Grenoble en 2006, et au Colloque international du Prida en 2007.